



*Communiqué de presse*

### **Fruits et légumes : la protection des cultures dans l'impasse.**

*Le Collectif « Sauvons les fruits et légumes » lance une grande consultation auprès des producteurs*

**Nantes, le 3 novembre 2009** - Le Collectif « Sauvons les fruits et légumes » vient de solliciter l'ensemble des producteurs de la filière. Objectif : mettre à jour son étude d'impact concernant la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires. Les professionnels et techniciens travaillant en agriculture biologique et conventionnelle sont invités à compléter cette enquête qui a été initiée en novembre 2008. Elle sera ensuite rendue public en février 2010. Elle vise à fournir des informations fiables et indiscutables aux élus sur les impasses rencontrées sur le terrain. Problèmes de désherbage, ravageurs, maladies... les données collectées permettront de mettre à jour les observations recueillies par le Collectif et d'ores et déjà disponibles ([www.sauvonslesfruitsletlegumes.fr](http://www.sauvonslesfruitsletlegumes.fr)).

#### **Au service de l'agriculture biologique et conventionnelle**

L'étude fait actuellement le point sur plus de 20 productions. Pomme, poire, radis, mâche, poireau, oignon, noisette... des multiples situations d'impasses créées par l'interdiction de très nombreuses molécules sont répertoriées. « *Comment peut-on supprimer des produits phytosanitaires ou prendre des décisions restrictives sans en mesurer l'impact réel sur le terrain ?* » s'interroge Bernard Géry, maraîcher et porte-parole du Collectif "Sauvons les fruits et légumes". « *Des décisions arbitraires peuvent avoir des conséquences dramatiques sur le travail quotidien des producteurs comme sur la santé des consommateurs (présence de mycotoxines). C'est pour cette raison que nous souhaitons apporter des informations prises directement à la source* ». Le constat est sans appel : la protection des cultures est en danger. La situation est d'autant plus préoccupante que pour la seule production de pommes 42,28% des vergers ont été arrachés entre 1992 et 2007 en France. Entre 2006-2007 seulement, on constate 10% de vergers en moins dans notre pays.



### **Une impasse majeure par culture**

Pour chaque culture, il a été repéré au moins une absence majeure de solution technique pour assurer une protection contre une maladie ou un ravageur. « Cette situation vécue sur le terrain par les producteurs démontre la nécessité d'une étude d'impact technico-économique complète, réaliste et concrète avant toute décision politique », ajoute Bernard Géry. « Pour certaines productions, l'appel aux professionnels va nous permettre de recenser les solutions alternatives/complémentaires existantes mais pour des dizaines d'autres, les producteurs n'ont aucune solution. »

Dernier exemple en date : en 2009, il a été strictement impossible de maîtriser des populations de mouches pour la plupart des productions de fruits et légumes et particulièrement pour le radis (mouche du chou), ou pour la pêche (mouche méditerranéenne), faute de solution appropriée.

### **Contradictions législatives**

Le phénomène prend des proportions dramatiques sur le plan économique. La fragilisation de la protection phytosanitaire, le retrait intempestif de substances actives ou la restriction disproportionnée d'usage remettent en cause la « survie technique » de certaines cultures et provoquent une très forte augmentation des coûts de production.

Conformément à l'objectif défini par le plan Ecophyto, issu du Grenelle de l'environnement, la profession s'est engagée dans une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires. Cependant, les producteurs constatent des incohérences législatives incompréhensibles. Deux exemples parmi d'autres :

-Dans les serres de tomates, le soufre en sublimation est indispensable contre l'oïdium. Naturellement présent dans la plante, il est toléré en agriculture biologique, mais non autorisé en agriculture conventionnelle.

-Le *Beauveria brongniartii* est un bio-insecticide reconnu en agriculture biologique contre le hanneton. Il est autorisé en Autriche, Italie et Suisse et inutilisable en France car non homologué dans notre pays.



**Né en novembre 2007, le Collectif sauve les fruits et légumes de France constitue un mouvement de citoyens.** Il vise à sortir les producteurs de l'impasse réglementaire dans laquelle ils se trouvent. Il rassemble des producteurs de la France entière, membres de toutes les filières et de toutes les sections professionnelles qui, confrontés aux mêmes problèmes, ont décidé de réunir leurs efforts pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics aux menaces qui pèsent sur la production hexagonale et aux moyens d'y remédier ; il ne se substitue pas plus qu'il ne concurrence l'organisation traditionnelle de la profession ; il n'a pour but que de la compléter avec le souci, partagé par tous, de l'efficacité. Toutes les cultures de fruits et légumes y sont représentées. Il obtient le soutien de scientifiques, de médecins, mais également des chefs cuisiniers... Il est soutenu par des élus (maires, conseillers généraux et régionaux, députés et sénateurs).